

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 29/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SMB

La Michellerie
28150 Prasville

Références : IC230634/RAPVI
Code AIOT : 0010002647

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2023 dans l'établissement SMB implanté Remise de la Bête - Remise de Chesnay 28150 Prasville. L'inspection a été annoncée le 20/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMB
- Remise de la Bête - Remise de Chesnay 28150 Prasville
- Code AIOT : 0010002647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière de calcaire.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de la visite du 13/06/2022
- sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Remise en état - cote - APMD	AP Complémentaire du 20/03/2018, article 3	Susceptible de suites	Sans objet
4	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 2.4.3.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
5	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 4.1.1	/	Sans objet
7	Restriction en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 et 3	/	Sans objet
8	Surfaces S1, S2 et S3	Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 1.6.2	/	Sans objet
9	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 7.5.7.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bruit - APMD	Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 6.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Extraction à sec	Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 2.3.4.1	Susceptible de suites	Sans objet
6	Sécheresse	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 29/05/2012, article 4.1.2		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruit - APMD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Émergence sonore
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 23/10/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement</p> <p>* Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) PERIODE DE JOUR allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés 6 dB(A) PERIODE DE NUIT allant de 22h à 7h, ainsi que dimanches et jours fériés 4 dB(A)</p> <p>* Supérieur à 45 dB(A) PERIODE DE JOUR allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés 5 dB(A) PERIODE DE NUIT allant de 22h à 7h, ainsi que dimanches et jours fériés 3 dB(A)</p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>La position des points 1 à 5 en zone à émergence réglementée sont définies sur le plan en annexe 8 .</p>
<p>Constats :</p> <p>Sans observations.</p>
<p>Observations :</p> <p>Visite du 13/06/2022 : Dépassement de l'émergence nocturne au niveau des ZER 1 et 2.</p>

Visite du 22/11/2023 : Le rapport de mesure de bruit dans l'environnement d'octobre 2023 est consulté. Les valeurs limites et les émergences sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Remise en état - cote - APMD

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/03/2018, article 3
Thème(s) : Autre, Cote de remblaiement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suite
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La remise en état du site consiste en un remblayage partiel du secteur "Prasville II" et un remblayage jusqu'à la cote naturelle des secteurs "Prasville III Est" et "Prasville III Ouest".</p> <p>En particulier, la remise en état du secteur "Prasville II" consiste à un retour à la cote comprise entre 134,0 m NGF au Nord et 130 m NGF au Sud-Est. Le talutage des abords de la cuvette doit constituer des pentes de 3 % maximum.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dépassement de la cote finale des terrains remis en état au niveau du secteur Prasville II.</p>
<p>Observations :</p> <p>Visite du 13/06/2022 : Dépassement de la cote finale des terrains remis en état au niveau du secteur Prasville II.</p> <p>Visite du 22/11/2023 : La cote finale des terrains remis en état au niveau du secteur Prasville II est supérieure à la côte autorisée. Cette côte est néanmoins cohérente avec le porter à connaissance déposé le 04/04/2022.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Extraction à sec

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 2.3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suite
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le carreau de la carrière a pour cote minimale 127 mètres NGF.</p> <p>Le fond de fouille doit toujours se situer à au moins 3 mètres NGF au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales.</p>

Constats : Sans observations.
Observations : Visite du 13/06/2022 : Au droit de la zone Prasville 3 Ouest en cours d'exploitation, le fond de fouille est susceptible d'être à moins de 3 m de la côte des plus hautes eaux décennales. Visite du 22/11/2023 : Sur le plan d'exploitation du juillet 2023, les côtes les plus basses observées sont supérieures à 127 mNGF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2012 , article 2.4.3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suite
Prescription contrôlée : Les matériaux extérieurs au site sont déposés sur une aire de réception qui permet de contrôler visuellement la nature des matériaux. [...] Dans le cas où des déchets non autorisés (plastiques, métaux, bois...) sont détectés, ceux-ci sont triés et disposés dans des bennes prévues à cet effet.
Constats : Des déchets indésirables peuvent être poussés dans la zone de remblai.
Observations : Visite du 13/06/2022 : Absence de dépôt des déchets sur une aire de réception permettant un contrôle visuel du déchargement. Visite du 22/11/2023 : Les déchets sont versés devant la zone de remblaiement. Aucun déchargement ne peut être effectué sans la présence du chauffeur de la société. Par ailleurs, des bennes sont disponibles à proximité pour le tri des déchets non autorisés. Le jour de la visite, un déchargement est réalisé en notre présence, au moins un déchet indésirable a été versé et n'a pas fait l'objet d'un tri de la part du chauffeur. Une attention particulière doit être portée à la vérification des déchets indésirables. Aucun autre déchet indésirable n'est visible dans la zone de remblais.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée :

<p>Modifié par l'APC du 24/02/2016</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>105 000 m³/an pour les périodes 2 à 6</p> <p>[...]</p> <p>Le débit maximal horaire autorisé est de 120 m³/h.</p> <p>Le débit maximal journalier autorisé est de 560 m³/j</p>
<p>Constats :</p> <p>Le débit maximal horaire n'est pas disponible.</p> <p>Des dépassements du débit maximal journalier sont constatés en septembre 2023.</p>
<p>Observations :</p> <p>La consommation annuelle 2022 est établie à 87 623 m³.</p> <p>Il est constaté des dépassements du débit maximal journalier sur le mois de septembre 2023 notamment.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique des débits horaires qui semblent conformes au débit maximal horaire autorisé, cependant il s'agit du débit journalier divisé par le nombre d'heures travaillées et non du débit instantané fourni par le forage.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 6 : Sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 4.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant:</p> <ul style="list-style-type: none"> - de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels, - d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie, - d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'autosurveillance, - de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution de la nappe souterraine. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Sans observations.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant a mis en place plusieurs mesures lors de la période de sécheresse, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arrêt du lavage des bennes et des engins, - arrêt du nettoyage des roues, - point avec le personnel lors de 1/4 h sécurité et affichage de règles de bonnes pratiques dans les locaux du personnel.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Restriction en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 et 3
Thème(s) : Autre, Prélèvement en eau
Prescription contrôlée : Article 2.I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. Article 3. Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 [...] 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; [...]
Constats : L'exploitant n'a pas justifié d'une utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisée par rapport à son prélèvement d'eau. L'exploitant n'a pas réduit sa consommation d'eau de 25% en période de crise.
Observations : L'exploitant indique que des eaux issues du process et des bassins de récupération sont réutilisées dans le process de lavage des matériaux mais n'est pas en mesure de justifier les quantités réutilisées. L'exploitant devra justifier qu'il utilise au moins 20% d'eaux réutilisées pour ne pas être soumis à l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Surfaces S1, S2 et S3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 1.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surfaces S1, S2 et S3
Prescription contrôlée : [...] Pour la période 3 de juin 2022 à mai 2023, les surfaces sont les suivantes : - S1 : 29.5207 - S2 : 42.3939 - S3 : 3.225 [...]
Constats : Dépassement de la surface S2

Observations : Sur le plan d'exploitation du 7 décembre 2022, les surfaces sont les suivantes : - S1 : 24.7669 - S2 : 44.2797 - S3 : 2.3097 Il est constaté un dépassement de la surface S2.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2012, article 7.5.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de confinement
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordées à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 120 m3 avant rejet vers le milieu naturel. [...] le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. [...]
Constats : L'étanchéité du bassin de confinement n'est pas certaine. Le volume du bassin de confinement n'est pas certain.
Observations : Lors de la visite, il est constaté que le bassin de confinement des eaux incendies n'est pas étanche et n'est pas entretenu correctement (présence de boues dans le fond du bassin). Par ailleurs, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les 120 m3 sont disponibles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites